

Pendant cinq jours, les femmes parlementaires, des industries extractives, de la société civile, des médias et des communautés locales ont assisté à une session de formation sous le thème : « la gouvernance des ressources minières, forestières et pétrolières en République Démocratique du Congo ».

Cette session a pris fin le vendredi 25 octobre à l'hôtel Sultani. La cérémonie de clôture était présidée par Marie Josée Mfulu, vice présidente de l'assemblée provinciale du Bas-Congo. Au sortir de cet atelier, les participantes constituées des femmes Kinois, Katangaises et Kongolaises ont pris l'option de créer « un réseau des femmes sur les questions de ressources naturelles ». Ce réseau aura pour tâches d'assurer la participation des femmes dans le plaidoyer sur la gouvernance des ressources naturelles. Car, les femmes et les enfants sont les premières victimes de la pollution due à l'augmentation des gaz à effet de serre, à la déforestation et une mauvaise méthode d'extraction minière. A cet effet, une commission a été mise en place afin d'étudier le mécanisme et les différentes modalités de création ainsi qu'élaborer la feuille de route dudit réseau.

Dans son allocution, la députée a souligné que la RDC est un pays potentiellement riche. Et, sa richesse attire convoitise. Elle a exhorté les acteurs impliqués à ces différents secteurs d'exploiter judicieusement ces richesses. Car, elles doivent être bénéfiques même pour les générations futures. Et, elle a remercié les organisateurs dont Open Society Initiative for Southern Africa (Osisa) et l'Ong Femme Justice Economique (Feje) pour cette activité.

Il sied de noter que cette formation avait pour objectif de renforcer les capacités des femmes qui s'intéressent aux questions des hydrocarbures, des mines et des forêts. C'était une occasion pour ces dernières d'approfondir leurs connaissances sur la gestion, la législation et les politiques appliquées par le gouvernement et les entreprises œuvrant dans ces différents secteurs.

## **Les thématiques**

Les enseignements étaient dispensés selon trois modules. Le volet minier était animé par Delphin Tshimela, consultant à Osisa. Il a parlé de la législation, l'exploitation minière, la fiscalité minière, les aspects environnementaux liés à l'exploitation, etc. Quant à ce secteur, il existe huit cent types des minerais au Congo. Cependant, une dizaine seulement est exploitée

faute des moyens.

Le volet gouvernance forestière était pris en charge par Carmel Kifukieto, chargé de programme forêt-énergie et climat d'appui à la gestion durable des forêts tropicales. Son exposé a porté sur l'exploitation forestière, commerce et fraude, responsabilité des compagnies forestières et communautés locales, etc. Soulignons qu'une mauvaise gestion de forêt pose beaucoup des problèmes surtout sur le plan environnemental. Un déboisement sans reboisement permet d'augmenter les gaz à effet de serre. Une situation qui met en difficulté le monde entier avec le changement climatique.

Le module hydrocarbures était conduit par Ongendangenda Tienge, directeur général d'Energulf-Congo Sarl. Il a parlé du fondement et nature juridique du droit congolais ; explo-production pétrolière et gazière en RDC ; des obligations financières et leurs affectations, etc.

Les participantes ont formulé plusieurs recommandations. Mais la plus significative est celle de travailler en synergie a souligné Léonie Kiangu, chargée du renforcement des capacités de l'ITIE. « Il faut créer un leadership des femmes afin de connaître savoir les revenus des industries extractives. Il faudrait avoir un œil regardant sur le budget afin de connaître quelle est la part du gouvernement et celle des entreprises », a-t-elle martelé. Elle a invité les femmes à s'appuyer sur la redevabilité, c.à.d. s'intéresser au budget du pays dans ses différents volets.